

Convention collective régionale

IDCC : 2267. – **BÂTIMENT**
(LANGUEDOC-ROUSSILLON)
OUVRIERS

(28 janvier 2002)

(Bulletin officiel n° 2002-7 bis)

*(Etendue par arrêté du 26 juin 2003,
Journal officiel du 5 juillet 2003)*

ACCORD DU 22 SEPTEMBRE 2005

**RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS ET DE REPAS
À COMPTER DU 1^{ER} MARS 2006**

NOR : ASET0551373M

IDCC : 2267

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 (étendues par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991), concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment de la région Languedoc-Roussillon.

Article 2

Pour la région Languedoc-Roussillon, les parties signataires du présent accord ont fixé en application de l'article 8.18 de la convention collective nationale précitée le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

ZONE	REPAS	TRANSPORT	TRAJET
1-A (0 à 5 kilomètres)	7,70	0,79	0,70

ZONE	REPAS	TRANSPORT	TRAJET
1-B (5 à 10 kilomètres)	7,70	1,82	1,40
2 (10 à 20 kilomètres)	7,70	3,36	2,33
3 (20 à 30 kilomètres)	7,70	5,41	3,26
4 (30 à 40 kilomètres)	7,70	7,52	4,19
5 (40 à 50 kilomètres)	7,70	9,57	5,13

Article 3

Dans le cas de déplacement journalier au-delà de la zone 5, les suppléments d'indemnité seront les suivants, par tranche de 10 kilomètres :

- pour le transport, laissé à la charge exclusive du salarié : 2,05 € ;
- pour le trajet : 0,93 €.

Article 4

Le présent barème des indemnités de petits déplacements et de repas entrera en application à compter du 1^{er} mars 2006.

Article 5

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Hérault et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Montpellier.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Montpellier, le 22 septembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération régionale du bâtiment Languedoc-Roussillon ;
CAPEB Languedoc-Roussillon.

Syndicats de salariés :

Union régionale CFDT ;
Syndicat régional CFTC ;
Union régionale CGT.